

15 novembre

DANS TOUTE LA FRANCE ON MARCHE
CONTRE L'AUSTÉRITÉ (p. 2)

Supplément à l'Humanité

Communiste


www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalier - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Frank Mouly - Camille Lainé - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair. NAKARA@vdlm.fr

Conférence nationale du PCF L'ALTERNATIVE, C'EST MAINTENANT !



Le week-end dernier, 800 délégués venus de tout le pays ont débattu de la situation politique. Face à la gravité de la situation, ils ont décidé d'amplifier la riposte à la politique de Valls et de construire une alternative avec toutes celles et tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique austéraitre du gouvernement. Devant 1 500 personnes réunies en meeting, Pierre Laurent a invité les citoyens et les forces progressistes à construire ensemble un autre avenir. « Le constat ne suffit plus ! », a-t-il ajouté, « il faut passer à la construction. Le temps nous est compté ! » 

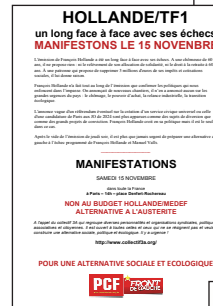
(lire pp. 2 et 4)

SERVEZ-VOUS - www.pcf.fr -

Modèles de tracts



Manifestations
du 15 novembre



Affiche
15 novembre



INTERNET - www.pcf.fr -

Conférence nationale du PCF

La vidéo des travaux de la conférence devrait être prochainement sur le site www.pcf.fr

Le compte rendu des 9 ateliers tenus lors de la conférence nationale sera publié dans la *Revue du projet* du mois de décembre.

Extraits de l'intervention de Lydia Samarbakhsh sur la situation internationale (p. 3)

Extraits du discours de Pierre Laurent au meeting de clôture de la conférence nationale (p. 4)

Pour une alternative de gauche à l'austérité

La conférence nationale du PCF à Montreuil, ouverte par le rapport de Pierre Laurent, a donné lieu, samedi 8 novembre, à un large débat. Il y a été beaucoup question d'agir contre l'austérité, de rassembler à gauche, de préparer les élections départementales de mars prochain. Entretien avec Jacques Chabaliér, responsable du secteur Vie du Parti, sur cette première journée de la rencontre.



Communistes LE RAPPORT SE FIXE COMME OBJECTIF LA CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE À GAUCHE À LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ EN ASSURANT UN MOUVEMENT PERMANENT DE LUTTES.

JACQUES CHABALIÉR : Cette conférence nationale se donne beaucoup d'ambition. Je trouve qu'elle prolonge et amplifie ce qui a été le débat préparatoire des communistes. Des communistes qui sont, partout, conscients des risques que comporte cette période, liés aux politiques d'austérité, liés aussi aux conflits en cours dans le monde. En même temps, la conférence a l'ambition de porter plus haut encore à la fois un projet et une visée de transformation sociale. Elle montre une réelle volonté de ne pas en rester à l'incantation, mais de prendre des initiatives précises, concrètes, dans les luttes, dans les initiatives, dans des rassemblements pour faire vivre un projet de transformation sociale, avec pour premier objectif de créer un rassemblement suffisamment large pour sortir des politiques d'austérité. Il s'agit donc d'une conférence nationale qui montre un Parti communiste qui non seulement ne renonce pas, mais tout au contraire entend s'exprimer, porter le rassemblement et prendre des initiatives en ce sens.

Dans tous les départements, des initiatives sont prises. Elles ont été décidées dans le cadre des mille rencontres, dans la préparation du 15 novembre ou dans la perspective des élections départementales. A chaque étape, nous entendons porter les véritables valeurs de gauche, c'est-à-dire s'adresser à toutes celles et tous ceux qui, dans leur diversité, électeurs de gauche ou tout simplement qui ne se re-

trouvent pas dans la politique actuelle, afin de créer un rassemblement majoritaire pour pouvoir atteindre nos objectifs. Il y a une véritable cohérence dans ce que nous voulons faire, à la fois les mille rencontres, le 15 novembre, le tour de France auquel le secrétaire national va participer. Chaque initiative, de petite ou grande ampleur, doit être un point d'appui dans la construction de ce rassemblement. Donc je crois que les délégués vont repartir avec l'ambition, la volonté de surmonter les difficultés réelles, liées à la situation politique, de contribuer à construire et élargir ce rassemblement avec le Front de gauche dont nous voulons qu'il soit plus que jamais cet outil de rassemblement qu'il a vocation à être. Nous voulons travailler évidemment avec nos partenaires et de façon plus large avec les organisations politiques, syndicales, le mouvement associatif, avec les citoyens, pour pouvoir déboucher et changer la donne dans ce pays. Ce à quoi nous appelle la situation extrêmement dangereuse dans laquelle nous sommes, c'est au déploiement d'un immense effort de rassemblement politique pour une alternative de gauche capable de remettre en conquête les nombreuses forces disponibles laissées en friche par le pouvoir actuel. Il y a urgence, mais le PCF est prêt et disponible.

Communistes IL A ÉTÉ BEAUCOUP QUESTION DES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES DU PRINTEMPS PROCHAIN...

J. C. : Les élections départementales doivent être un moment important avec des enjeux qui sont ceux du maintien des services publics, des services rendus à la population, des possi-

bilités d'action des départements. Nous allons travailler les candidatures de façon très large, avec l'idée d'être présents dans tous les cantons, avec toutes celles et ceux qui ont envie que ce moment soit aussi un jalon important pour le rassemblement que nous voulons créer. A raison de quatre candidats par canton, cela signifierait 8 000 candidats, ce qui serait un très gros travail. Dans les fédérations, on y réfléchit non pas en termes d'alliance, au point de départ, mais en termes d'ambition pour sortir des politiques d'austérité. Quels sont les hommes et les femmes qui peuvent porter à la fois des propositions concrètes pour les départements et aussi des valeurs de gauche auxquelles une majorité de Français qui ont porté Hollande au pouvoir restent attachés.

Communistes UN MOT SUR LE DÉBAT À MONTREUIL ?

J. C. : Le débat a été à l'image de ce qu'a été la préparation de la conférence dans les départements, c'est-à-dire une salle très attentive, un débat de communistes responsables, conscients dans la période des risques encourus, désireux de prendre surtout des initiatives pour inverser le cours des choses. Un débat qui s'est déroulé de manière sereine, dans l'écoute, dans la confrontation, avec l'envie de travailler ensemble, un Parti communiste rassemblé et qui, aujourd'hui, a toute sa place pour contribuer à être utile à ce rassemblement majoritaire qu'il est urgent aujourd'hui de créer. Nous savons les difficultés à affronter, nous en sommes conscients mais nous sommes tenus à réaliser l'impossible. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

À L'INITIATIVE

15 novembre La mobilisation se construit en région

Trop, c'est trop ! L'austérité ça suffit ! C'est ce que diront le 15 novembre prochain des dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans les principales villes de France. Ils seront dans la rue pour exprimer leur refus de la politique gouvernementale, exiger des parlementaires le rejet du projet de budget et faire entendre le besoin d'une alternative sociale, écologique et politique. Initiée par un collectif créé au lendemain du 12 avril, la journée du 15 novembre, parrainée au départ par 250 signataires, reçoit jour après jour le soutien de nouvelles personnalités politiques, associatives et syndicales.

A quelques jours de l'initiative, la mobilisation se construit. A Paris, 50 000 tracts, reprenant l'appel national, sont en cours de distribution. Le 12 novembre, un rassemblement organisé devant le siège de BNP-Paribas sera l'occasion de dénoncer l'austérité imposée aux collectivités territoriales et de « reprendre la main sur les marchés financiers ». Dans l'Essonne, les militants seront présents le 13 novembre devant la plupart des gares du département afin de populariser la manifestation parisienne. Dans les Hauts-de-Seine, outre les distributions de tracts, des porte-à-porte se mettent en place comme à Gennevilliers. Mais la marche de Paris n'est pas l'affaire que des seuls militants d'Ile-de-France. Des cars, des voitures venus de Seine-Maritime, du Nord, de l'Oise, du Loiret convergeront aussi vers la place Denfert-Rochereau d'où partira la manifestation parisienne.

Dans tout le pays des cortèges s'organisent

A Toulouse, c'est dans l'unité que se construit le rassemblement initié par les forces politiques (Front de gauche, NPA,



Nouvelle Donne), les syndicats (CGT, FSU, Solidaires), le collectif des précaires et chômeurs, les organisations de jeunesse (MJCF, MJS), le mouvement mutualiste... Un mouvement qui déborde lui aussi le cadre départemental, puisque convergeront vers Toulouse des manifestants venus du Lot-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées, de Dordogne et de l'Aveyron. Une démarche unitaire qu'on retrouve dans la plupart des initiatives en région. C'est le cas en Moselle où la manifestation qui partira de la gare de Metz est l'affaire des organisations politiques du Front de gauche, mais aussi de nombreux syndicats locaux ou d'entreprises. En Indre-et-Loire, un appel très large est actuellement diffusé sur les marchés et devant les grandes entreprises. Le rassemblement qui se tiendra place Jean-Jaurès aura des suites, puisqu'une nouvelle initiative est prévue le 27 novembre devant l'entreprise de Pierre Gattaz, le patron du Medef. Dans l'Allier, deux, voire trois rassemblements devraient être organisés. A Nantes, la manifestation qui partira de la place Royale sera le résultat d'une construction unitaire très large, un appel des syndicats (CGT, Solidaires, FSU) contribuant grandement à la mobilisation.

A quelques jours de l'initiative, on peut d'ores et déjà annoncer que cette journée du 15 novembre comptera dans le débat budgétaire et dans la vie politique des prochains jours. ✪

Patrice Falguier

Intervention de Lydia Samarbakhsh, chargée des Relations internationales (extraits)

Pour un monde de paix et de solidarité

En cette année du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'embrasement et le basculement du Proche et Moyen-Orient, mais aussi la crise ukrainienne et les guerres en Afrique de l'Ouest à l'Est ne cessent d'inquiéter nos compatriotes souvent persuadés que l'action politique, diplomatique est inopérante et que nous sommes réduits à l'impuissance et à la logique de l'affrontement. Il faut résister à cette idée. La phase ouverte, il y a 25 ans tout juste, avec la chute du Mur de Berlin et la domination américaine, atlantiste et du capitalisme financiarisé sur les relations internationales, ne s'est pas traduite par l'avènement d'une ère de « paix » tant promise par les partisans de cette domination. Ce qui commence à émerger à présent, c'est la prise de conscience que l'ordre international ne peut être le fait de quelques grandes puissances et de leurs alliés, lesquels n'hésitent pas par ailleurs à soutenir et armer des forces politiques réactionnaires pour déstabiliser des régions entières, et s'impose l'idée que si l'ONU n'existait pas, il faudrait l'inventer. C'est dans ce combat pour un monde de paix et de solidarité, doté d'institutions multilatérales où le droit international est la règle, le développement partagé et l'égalité entre les peuples la finalité – bref, l'esprit et la lettre de la Charte des Nations unies – que nous inscrivons toute notre action internationale pour l'émancipation du genre humain.

Le Burkina Faso

Je voudrais commencer cette intervention par saluer ici le peuple et en particulier la jeunesse du Burkina Faso qui, par sa mobilisation et malgré la répression subie, a chassé du pouvoir l'autocrate Blaise Compaoré après près de trente ans d'oppression. Évacué par un avion militaire français vers la capitale ivoirienne où l'a accueilli son ami Alassane Ouattara, le président déchu n'a en effet pas eu d'autre choix que de fuir le pays qu'il tenait sous sa coupe depuis l'assassinat de Thomas Sankara.

La période qui s'ouvre est pour le peuple burkinabé un immense défi : d'abord celui de ne pas voir le pouvoir confisqué par l'armée, ensuite celui d'imposer un véritable processus démocratique et citoyen dans ce pays où la politique, l'économie et les institutions sont aux mains de véritables clans mafieux. L'espoir créé par les Burkinabés dépasse leur pays et leur continent. Il est aussi un puissant signal d'alarme pour tous les présidents à vie du continent, mais aussi pour leurs soutiens, à commencer par la France qui n'a pas, sur le fond, changé de politique africaine.

La France a manqué sous la présidence de Nicolas Sarkozy les rendez-vous de ce qu'on a appelé les « printemps arabes », elle a même tenté de les dévoyer en intervenant avec l'Otan en Libye ; mais elle a aussi, sous la présidence de François Hollande, raté l'occasion d'une rupture franche avec sa conception du « pré carré ». Aujourd'hui, le peuple burkinabé, ses organisations démocratiques, citoyennes, ont besoin d'une véritable solidarité internationale veillant à la mise en œuvre d'une transition politique civile, démocratique et sans ingérence étrangère, et c'est le sens de notre action à leurs côtés.

Le Mali

J'évoquais à l'instant la politique africaine de la France, je veux préciser que nous poursuivons avec nos camarades et amis maliens et centrafricains, placés devant l'immense chantier de reconstruction de leurs États et de leurs pays, un travail approfondi et de longue durée. Les deux interventions militaires françaises n'ont pas résolu les problèmes de fond auxquels les peuples maliens et centrafricains sont confrontés, et la France ne peut réduire sa politique extérieure à des opérations militaires, de police ou humanitaires qui ne font que déplacer ou reporter ces problèmes. Elle ne le peut d'autant moins que la France porte une responsabilité historique dans la situation de ces pays. Nous l'avons dit à maintes reprises, c'est tout le paradigme de cette politique qu'il faut refonder, et il faut le faire avec les Maliens et les Centrafricains, avec les peuples, avec les organisations des sociétés civiles et pas seulement les représentants officiels.



Des propositions pour la paix au Proche-Orient...

Notre engagement pour la paix et la solidarité s'est aussi traduit ces derniers mois par un engagement militant de tout notre parti, dans tout le pays, qu'il faut saluer. Engagement contre la guerre unilatérale menée par Israël contre le peuple palestinien, contre les interventions à direction états-unienne et française en Irak, et en soutien à la population de la ville de Kobané, en soutien aux réfugiés d'Irak et de Syrie et aux combattants du PYG et du PKK attaqués et massacrés par les forces armées de l'organisation de l'État islamique. Je veux souligner combien cette action militante des communistes a été déterminante et reconnue par nos amis palestiniens, irakiens, syriens et kurdes. Le 11 décembre, les sénateurs communistes profiteront de leur niche parlementaire pour faire adopter une résolution sur la reconnaissance de l'État palestinien. Le Proche et le Moyen-Orient vivent une nouvelle phase de déstabilisation amorcée par la guerre du Golfe et les interventions en Afghanistan et en Irak, et aggravée par la militarisation et l'internationalisation de la crise syrienne. Cette phase pourrait déboucher sur une recomposition territoriale des pays de la région – un projet très ancien auquel les États-Unis sous l'ère Bush, pour ne citer qu'eux, ont travaillé.

Nous revenons, vous le savez, avec Pierre Laurent, Danielle Lebaïl et Sylvie Jan de Turquie où nous sommes allés à la rencontre des réfugiés irakiens, des Kurdes yezidis, des réfugiés syriens venus de Kobané ; et nous avons rencontré les forces du HDP et du BDP qui en Turquie se sont mobilisées sans l'aide du gouvernement turc et, en fait, contre lui pour accueillir les réfugiés – sur les près de 130 000 réfugiés venus d'Irak et de Syrie, l'État turc n'a pris en charge que 6 000 personnes.

Nous avons pu approcher à 2 kilomètres de Kobané au moment même où, pendant que les combats redoublaient d'intensité, 150 peshmergas irakiens attendaient de pouvoir passer la frontière bloquée par les autorités turques. La France, dont le président recevait le 31 octobre – veille de la journée mondiale de solidarité avec Kobané... – le président turc Recep Erdogan, se fait aujourd'hui le soutien le plus actif d'une Turquie dirigée par les islamo-conservateurs qui s'est placée au centre de toutes les aggravations que connaît la région, qu'il s'agisse de la situation en Syrie, de la situation en Turquie même et des Kurdes notamment, de la lutte contre l'organisation de l'État islamique (EI que le gouvernement turc en réalité couvre) ou même de Chypre. En lançant la campagne de solidarité le 14 novembre prochain avec les réfugiés et combattants de Kobané, nous portons trois objectifs : l'aide aux réfugiés par l'appui en versement de dons aux municipalités qui les accueillent et l'exigence de l'ouverture d'un couloir humanitaire ; la sortie du PKK des listes des organisations terroristes de l'UE et l'ouverture de véritables négociations sous égide internationale entre le gouvernement turc et le PKK ; l'ONU doit reprendre la main, cela doit devenir une exigence internationale et populaire.

Nous lançons un appel à la mobilisation pour un plan de paix et de développement du Proche et du Moyen-Orient sous égide des Nations unies qui pourrait comprendre cinq priorités : La reconnaissance des droits politiques et culturels des Kurdes ; la reconnaissance de l'État palestinien et l'appui au développement de la Palestine ; l'appui à l'émissaire de l'ONU sur la Syrie et à la mise en œuvre d'un vrai processus de négociations d'un cessez-le-feu et d'une transition démocratique ; l'appui à la reconstruction d'un État laïc et démocratique en Irak ; un plan de dénucléarisation et de démilitarisation des factions armées.

Ces cinq priorités, qui sont autant de processus à lancer, ouvriront

raient la voie au développement de la région. Sans paix, aucun développement n'est possible, et sans développement, la guerre et les conflits se perpétueront.

... et en Ukraine

C'est cette même démarche qui devrait prévaloir depuis le début dans la crise ukrainienne. Le président Porochenko élu le 25 mai a cru, et il a échoué, pouvoir régler militairement la profonde crise sociale et politique qui secoue l'Ukraine – un feu sur lequel l'Union européenne, les États-Unis, l'OTAN elle-même ont jeté de l'huile en accroissant les pressions pour imposer l'accord d'association et les prêts conditionnés du FMI, en déployant des forces armées aux frontières de la Russie et en préférant imposer des sanctions économiques plutôt que de reconnaître la Russie, si ce n'est comme un partenaire au moins comme un interlocuteur. Nous ne nous faisons ici aucune illusion sur la politique libérale et réactionnaire de la Russie dirigée par Vladimir Poutine qui sait faire dans la surenchère militaire. Mais ce qui se déroule en Ukraine est d'abord une crise nationale et ce n'est pas une politique belliciste, agressive et atlantiste qui lui permettra de sortir de ce marasme. La situation économique déjà désastreuse va empirer, et les circonstances des dernières élections où les forces démocratiques et progressistes, parmi lesquelles le Parti communiste d'Ukraine, ont été empêchées de participer pleinement, ces circonstances – sans que l'UE ne trouve rien à redire – confirment le poids et l'influence de l'extrême droite nationaliste et populiste en Ukraine. La raison commande là encore de changer de méthode et de faire prévaloir l'action diplomatique véritable.

En manifestant notre solidarité avec les communistes et progressistes ukrainiens, nous avons pris position : 1° pour un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture de négociations permettant d'ouvrir des réformes démocratiques et institutionnelles permettant à tous les Ukrainiens de vivre dans leur pays, dont l'intégrité territoriale soit garantie ; 2° pour une conférence de type d'Helsinki sous égide multilatérale permettant de construire un cadre de sécurité et de coopération commune Europe-Russie.

Mes derniers mots et non des moindres seront sur les trois chantiers engagés pour les mois à venir.

– **La bataille engagée sur le Traité transatlantique** dont nous voulons contribuer à faire une grande bataille populaire comme pour les référendums sur le traité de Maastricht et le Traité constitutionnel.

– **Le chantier de la refondation de l'UE** avec l'organisation, sur initiative du PGE, du Forum européen des alternatives les 30 et 31 mai prochain, ouvert à toutes les forces sociales, citoyennes, syndicales et politiques de gauche et écologistes pour travailler ensemble aux convergences d'alternatives à l'austérité.

– **La Conférence sur le climat** (la COP 21) qui se déroulera en 2015 à Paris et que nous avons commencé à préparer en réunissant une trentaine de partis et forces présents à la Fête de l'Humanité.

Je veux annoncer ici, sans développer, notre ambition d'être présents en août 2015 aux commémorations du 70^e anniversaire des bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki pour porter notre message politique.

Je veux conclure avec Jaurès : « Si l'Europe tout entière ne révolutionne pas sa pensée et ses méthodes, si elle ne comprend pas que la force vraie des États n'est plus maintenant dans l'orgueil de la conquête et la brutalité de l'oppression, mais dans le respect des libertés et du droit, dans le souci de la justice et de la paix, l'Orient de l'Europe restera un abattoir où au sang du bétail se mêlera le sang des bouchers, sans que rien d'utile ou de grand germe de tout ce sang répandu et confondu. » Oui, si l'Europe ne révolutionne pas sa pensée et ses méthodes, c'est le monde entier qui « restera un abattoir où au sang du bétail se mêlera le sang des bouchers », et parce que nous savons que l'histoire jamais ne se répète, nous travaillons avec toutes les forces disponibles et nous pouvons l'affirmer : « quelque chose d'utile », « quelque chose de grand » germera de ce chaos que les forces du capitalisme en crise infligent au genre humain. ✪

Discours de clôture de Pierre Laurent (extraits)

L'alternative, c'est maintenant

La France souffre ! C'est malheureusement une évidence. Ici même, vous vous en êtes fait l'écho. Tous les jours, vous êtes aux côtés de ceux qui souffrent et qui luttent. Ce gâchis nous révolte et nous n'avons pas l'intention de l'accepter. Nous décidons de réagir, de travailler, de discuter, avec les Français, pour inventer ensemble un autre avenir. Les nuages s'accumulent, nous pressentons bien des orages, l'horizon semble bouché. Mais nous le disons : la France n'est pas condamnée à ce chaos. Le ciel peut s'éclaircir.

I - NOTRE PAYS, NOTRE PEUPLE PEUVENT CONNAÎTRE DES JOURS HEUREUX !

Les médias annoncent depuis deux jours que je vais « hausser le ton ». Pour une fois, les voilà bien informés. Parce que nous ne pouvons plus nous taire devant la désolation politique qui nous entoure. Hollande-Valls qui miment le Medef et veulent fermer le cercueil de la gauche. Fillon, Sarkozy et Juppé qui se battent pour prendre la tête d'une UMP qui ne rêve que de revenir pour finir le sale boulot et casser tout ce qui reste de notre modèle social. Et le clan Le Pen, père et fille, qui se frottent les mains attendant la division, le ressentiment, ébahis de voir les gouvernants et les médias leur servir, tous les matins, sur un plateau l'occasion de développer leur petite entreprise de la haine. Pendant ce temps, où est notre peuple ? Où est la France ? Où est la jeunesse ? Ils ne sont pour ceux-là qu'une masse de consciences à manipuler, des suffrages à embrigader derrière un chef. Le futur chef de la France, puisque paraît-il, c'est ce qui nous manque, c'est un chef, à nous les petits soldats de la guerre économique mondialisée. Nous refusons cela. Nous ne sommes pas, nous les travailleurs de France, nés ici ou venus d'ailleurs, la chair à canon pour la compétitivité des puissances capitalistes mondialisées. Nous sommes un pays, un grand pays, une culture avec des valeurs à partager et nous refusons l'abaissement de la France et du débat politique. Nous lançons aujourd'hui un appel au pays tout entier.

Oui, il est possible de changer de politique et de relever la France.

Il est possible de changer de logiciel et de construire un nouveau mode de développement. Il est possible de faire gagner une gauche qui ne renie pas ses valeurs. Oui, il est possible d'éviter le retour de la droite ou de la victoire de l'extrême droite. Cela demande une vision, une ambition et beaucoup d'efforts, c'est vrai. Mais cela en vaut la peine. Vous pouvez compter sur les communistes qui ont toujours été au rendez-vous, dans les heures les plus difficiles traversées par la France. En toute occasion, je n'ai cessé de tenir ce langage, le langage du rassemblement et celui de l'urgence.

Urgence, car nous ne pouvons pas attendre l'arme aux pieds devant les petits calculs politiques, qui préparent déjà 2017 et donne comme grande ambition une candidature socialiste visant la seconde place derrière Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2017. Ce scénario est celui d'une victoire certaine de la droite et de l'extrême droite. Le langage de vérité, ce langage d'urgence, du rassemblement, et des idées nouvelles, je l'ai tenu avec insistance ces dernières semaines. Il est entendu par le pays, par tous ceux qui, à gauche, ne supportent plus la comédie du pouvoir actuel. Pour une raison très simple : ni François Hollande, ni Manuel Valls ne rassemblent la gauche, ne rassembleront une majorité populaire sur leur politique. Avec cette politique menée par eux, ou menée par d'autres, le pays va de toute façon dans le mur car la politique d'austérité est un terrible échec.

Dans toute l'Europe, le constat est sans appel. Toute la zone euro est menacée par la déflation. La croissance est étouffée par les coupes budgétaires et l'écrasement des salaires. Le chômage explose. La consommation des ménages est bloquée et les investissements productifs sont en panne. La France doit se lever en Europe pour dire stop à l'austérité et elle sera entendue. Il y a dix ans, en mai 2005, nous avons dit non à l'Europe libérale. Nous avions raison. Ils ont bafoué notre voix. Aujourd'hui, le combat contre l'austérité continue. En mai 2015, à Paris, nous préparons un grand forum européen des alternatives, pour cette fois dire stop à l'austérité, oui à une alternative avec la gauche européenne de Syriza, du Front de gauche, de la gauche unie en Espagne et de tous ceux et toutes celles qui ne veulent plus de l'austérité. Et nous préparons la victoire de nos amis de Syriza, en Grèce, car ce sera l'heure de vérité pour l'Europe.

Notre pays est plongé dans une très grave crise de confiance, une très grave crise démocratique, pour une raison simple : la très grande majorité de nos concitoyens ne veulent pas de cette politique. Le pouvoir exécutif de François Hollande et de Manuel Valls, connaît une très grave crise de légitimité, pour une autre raison simple, la très grande majorité des électeurs de gauche de 2012 ne veulent pas de la politique conduite aujourd'hui qu'ils ressentent à juste titre comme une trahison.



II - POUR NOUS, L'ALTERNATIVE C'EST MAINTENANT !

Je propose donc aux Français d'agir sans attendre, de prendre en main, eux-mêmes, le débat démocratique qu'on leur refuse. Nous leur disons : ensemble pour l'alternative on s'y met. Et pour commencer, nous sommes décidés à nous battre en toute circonstance pour stopper les politiques d'austérité et leurs dégâts. Voilà ce que notre gouvernement de gauche ferait.

A ce moment du discours, Pierre Laurent avance les grands axes de ce que pourrait être une politique de gauche : Contrôle des fonds publics. Démocratie sociale et droits nouveaux pour les salariés. Une nouvelle loi bancaire pour réorienter le crédit. Construction d'un impôt juste. Hausse des salaires. Avènement d'une VI^e République...

Ces idées, nous les mettons au débat, convaincus qu'elles peuvent contribuer à la construction d'un programme de gouvernement alternatif. Mais je le dis : il est temps que tous ceux qui veulent sortir et le pays et la gauche de l'ornière engagent ce débat, ce travail. Il est temps, pour les citoyens, les militants, les responsables de la gauche qui ne veulent pas renoncer d'envoyer le signal : nous nous mettons au travail pour construire une alternative, nous avons besoin de la réflexion et de l'engagement de toutes les forces de la gauche, des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyennes et citoyens.

Maintenant, on s'y met ! Personne ne peut plus rester au milieu du gué. Aujourd'hui, dans le pays, face à la politique menée par le gouvernement au contrat déchiré sous les coups de butoir du Medef, de la droite, du clan Le Pen. La majorité de 2012 s'est comme dissoute sous les coups de la déception et même de la sidération. Mais, si nous sommes capables d'ouvrir des perspectives nouvelles, si le signal est donné, alors je crois fermement qu'une nouvelle majorité populaire peut se reconstituer. Nous ne ménagerons aucun effort pour cela. Et nous serons, s'il le faut, la « force tranquille » qui ne renoncera jamais à ouvrir le chemin d'une alternative gagnante. Avec le Front de gauche, qui a su utilement ouvrir la voie à partir de 2009, en 2012, et auquel nous voulons redonner toute la vigueur nécessaire, nous construisons dans tout le pays des assises citoyennes de la transformation sociale.

Nous poursuivons sans relâche nos efforts pour dialoguer et construire avec tous ceux, socialistes, écologistes, républicains, qui comme nous sont convaincus de l'impasse actuelle. Mais je le redis, le constat ne suffit plus, c'est à l'action, à la construction qu'il faut passer. A tous, je dis : le temps nous est compté. **Cette ambition, nous allons la porter dans les prochaines élections départementales en mars 2015.** Ces élections seront essentielles. Une bataille est engagée entre ceux qui pour imposer l'austérité et la loi du marché. Nous irons à cette bataille avec le Front de gauche pour protéger l'action publique, les services publics et la démocratie locale. Ces élections sont une étape vers la construction de l'alternative à gauche. Nous ne laisserons pas faire la droite et l'extrême droite qui veulent conquérir tous les pouvoirs locaux en 2015, sur la route de 2017. Nous présenterons partout des candidats, des candidates et travaillerons à ce qu'ils incarnent un rassemblement de gauche contre l'austérité. Nous voulons que nos candidates et candidats soient le visage de la France qui travaille, recherche et étudie : des ouvriers, des salariés, des étudiants, des intellectuels, des chercheurs, des hommes et des femmes de culture. Nous montrerons à travers ces candidates et candidats où se trouve réellement le monde du travail.

III - CET APPEL PRESSANT QUE JE LANCE A TRAVAILLER A UNE ALTERNATIVE EST AUSSI UN ENGAGEMENT.

Les communistes n'ont jamais failli quand le sort de la France est

engagé. Les communistes sont disponibles pour le travail commun. Nous n'estimons pas avoir raison d'avance et tout seuls. Nous sommes disponibles pour travailler avec tous ceux qui veulent s'y frotter. Et ils peuvent nous faire confiance pour une raison : si nous avons beaucoup changé, si nous avons beaucoup évolué, si nous avons même beaucoup tâtonné, nous n'avons jamais renoncé à être ce que nous sommes : des communistes, des combattants, des résistants, des chercheurs d'avenir. Nous l'avons fait avec nos qualités et avec nos défauts, nos doutes et nos hésitations et parfois des certitudes trop grandes. Mais nous l'avons fait en restant fidèles à nos engagements, nos valeurs, fidèles même à nos rêves d'un monde plus juste, solidaire et fraternel. C'est pourquoi nous restons attachés à ce beau mot de « communiste » : nous n'avons pas la tentation de nous cacher, de nous masquer, de nous camoufler, comme il est aujourd'hui de mode au PS, où Manuel Valls veut écartier le mot socialiste, à l'UMP où Sarkozy ne veut plus paraître-il entendre parler du mot droite, ou au FN, où le bleu marine est devenu une couleur de camouflage. Nous sommes fiers de nos couleurs et du rouge que nous portons au cœur.

S'il y a une chose dont je suis certain, c'est que l'alternative, nous ne pouvons l'écrire seuls. D'abord parce que ce projet communiste n'est pas un projet pour le Parti communiste : c'est un projet pour la France, pour l'Europe et le monde. Ensuite parce que nous ne pouvons imaginer, dessiner l'avenir que dans ce qui bouge et ce qui se bouscule déjà. Dans le mouvement de la vie. C'est pourquoi ce projet a besoin pour s'écrire des ouvriers, des salariés, des agriculteurs, des ingénieurs, des cadres et dirigeants d'entreprises, toutes et tous confrontés aux bouleversements du travail. Nous avons besoin des habitants des cités, de ses nouvelles zones qu'on dit « urbaines », dont les vies se transforment et se confrontent à des environnements nouveaux. Nous avons besoin des intellectuels, des chercheurs, des artistes et acteurs de la culture, pour anticiper les évolutions de la société, imaginer l'avenir. C'est pourquoi ce projet ne peut être qu'un projet de rassemblement. **A partir de janvier, je vais faire le tour de la France** pour aller à la rencontre de tous ces acteurs. Je veux écouter, entendre ce qui se dit, ce qui se pense dans les territoires, comment l'avenir s'y dessine. Je veux écouter et entendre mais pas seulement. Je veux aider à des rencontres, contribuer à mettre du monde autour de tables rondes, à bâtir des ruches où l'on se parle, où on travaille, où on élabore, où l'on se confronte pour anticiper ce que sera le monde. **Je lance, un appel à tous ; aux citoyens et citoyennes, au Front de gauche, aux forces de la gauche politique, aux écologistes.** Nous savons ce qui s'annonce, l'échec historique programmé du pouvoir socialiste, la victoire possible de la droite, du Front national. Ce scénario peut être mis en échec. Nous disons écartier tous les petits calculs et nous consacrer à une seule chose : sortir de l'ornière en inventant un nouveau mode de développement pour la France. C'est urgent. Aux syndicalistes, aux militants du mouvement social, aux féministes, aux citoyens et salariés, je veux dire que nous avons besoin de leur expertise, de leur pratique du quotidien, de leurs idées et conceptions, pour dans le respect de ce que nous sommes les uns, les unes et les autres, travailler à ouvrir une perspective alternative de justice, d'égalité et de solidarité. Aux chercheurs, aux artistes, aux créateurs, je veux dire que nous avons besoin d'eux, de leurs capacités d'analyse et d'anticipation, de leurs sensibilités pour inventer un autre monde que celui de la barbarie que nous promet le système capitaliste. Que nous voulons renouer des rapports neufs entre le monde politique et celui de la création, des rapports débarrassés des pratiques politiciennes et de la soumission aux impératifs de l'utilité immédiate et des « coups de com ». Aux communistes, aux militants et élus, je veux dire que nous avons une grande responsabilité. Je les appelle à mettre en œuvre ce que nous avons décidé ensemble, à travailler à ce rassemblement, à relancer partout le Front de gauche qui donne de la dynamique à notre engagement, je leur demande de se tourner partout vers les autres, avec audace, avec conviction, avec ambition et modestie, avec générosité pour construire cette union pour une alternative à l'austérité.

Oui, au peuple de France, je lance un appel. Vous connaissez tous le dicton : à l'impossible nul n'est tenu. Aujourd'hui je vous le dis : rêvons ensemble car nous sommes tenus à l'impossible. ✪